

L'échelle mobile des salaires

Le contrat stipulait l'échelle mobile des salaires basée sur « le prix des marchandises » entrant en vigueur le 1^{er} avril. Un comité fut établi pour appliquer cette clause et opérer le rajustement prévu. L'accord prévoyait également un rajustement rétroactif des salaires des trois premiers mois de l'année.

Le nombre des syndicats japonais s'organisant sur la base d'entreprises augmente de plus en plus. Le syndicat pan-japonais des employés de banque fut organisé le 11 avril, groupant 54 sections avec environ 100.000 membres. Des ouvriers représentant 148 entreprises des sociétés d'automobiles Nissan, Toyota et Daihatsa se réunirent à Tokio le 11 avril et élirent un comité mandaté pour l'organisation d'une Fédération des ouvriers de l'automobile. A cette réunion fut décidé de lancer une campagne de recrutement et de travailler à un accord comprenant la reconnaissance syndicale, l'obligation de l'appartenance syndicale dans la corporation et un salaire minimum régional.

Les syndicats déployèrent également une grande activité politique au cours des élections du printemps dernier. Des 32 organisations non politiques inscrites au 6 avril suivant l'or-

donnance impériale numéro 101 pour une campagne politique durant les élections, 18 organisations étaient des syndicats ouvriers. A l'échelle nationale et locale, des dirigeants syndicaux ont obtenu 23 sièges sur 250 sièges à la Chambre des Conseillers le 20 avril. Seize dirigeants syndicaux furent élus à la Chambre des Représentants qui compte 466 membres, le 25 avril.

La Fédération générale des syndicats japonais, le Congrès national des syndicats de l'industrie et le Conseil pan-japonais des syndicats ouvriers publièrent une déclaration commune définissant les rapports existants entre les syndicats ouvriers et le mouvement ouvrier coopératif. Il fut statué que les coopératives devaient être des organisations indépendantes ayant leurs finances propres mais qu'elles seraient organisées par les dirigeants syndicaux et qu'elles soutiendraient activement les syndicats en cas de conflit du travail, par des fonds, une propagande et autres moyens adéquats.

Plus d'un million de travailleurs, chaque mois, furent impliqués dans les conflits du travail, en décembre, janvier et février. Voici un tableau qui donne une vue d'ensemble de la situation :

Conflits du travail au Japon.

Genre du conflit	Décembre 1946		Janvier 1947		Février 1947	
	Nombre conflits	Ouvriers impliqués	Nombre conflits	Ouvriers impliqués	Nombre conflits	Ouvriers impliqués
Grèves	52	60.954	30	17.491	52	28.101
Grèves perlées	14	8.734	9	2.316	14	1.462
Lock-outs	6	464	10	717	6	260
Contrôle de la production	19	4.988	26	6.243	24	5.037
Total	91	75.140	75	26.767	96	34.860
Conflits non suivis de grèves	10	1.433.770	16	1.436.780	22	1.444.381
Total général ..	101	1.508.910	91	1.463.547	118	1.479.241

Les chiffres les plus intéressants de ce tableau sont ceux sous la rubrique de « Contrôle de la production ». La tactique du contrôle de la production, tout en étant la méthode la plus répandue au sein du mouvement ouvrier japonais, est de beaucoup la plus significative car c'est un défi à toutes les idées traditionnelles sur le plan des rapports dans l'industrie et de toute l'institution de la propriété privée.

Peu après l'occupation du Japon par les Alliés, lorsque toute une série de conflits ouvriers éclatèrent, au lieu de se mettre en grève ou d'arrêter la pro-

duction les travailleurs occupèrent les usines et prirent en main la gestion des entreprises.

Pendant que les négociations étaient en cours, les ouvriers continuèrent la production, achetèrent les matières premières et vendirent les produits finis sans permettre aux dirigeants de la compagnie d'émettre leur opinion ou d'avoir accès aux usines. Après la fin des négociations qui, pour la plupart du temps, aboutirent à un accord consacrant la victoire totale des ouvriers, l'entreprise était restituée à sa direction.

QUELQUES ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION AU NAM-BO DU VIET-NAM

Cet article, écrit par un camarade indochinois qui joua personnellement un rôle de premier plan dans l'action des trotskistes indochinois, et qui a vécu sur place toute la première étape de la révolution indochinoise, retrace les principaux événements de cette dernière, et insiste plus particulièrement sur l'activité de l'une des organisations trotskistes d'Indochine : la Ligue Communiste internationaliste.

C'est le premier témoignage direct nous parvenant de l'activité du mouvement trotskiste en Indochine, qui, malgré les terribles coups reçus de l'impérialisme et de la réaction stalinienne, reste toujours vivant, luttant à l'avant-garde de la révolution indochinoise.

La guerre et la crise révolutionnaire

Le 16 août 1945, à 9 heures du matin, s'annonça à travers tous les pays de l'Indochine la nouvelle de la défaite définitive de l'impérialisme japonais. Le lendemain, l'état-major nippon se déclara déchû de l'administration civile des peuples autochtones. Selon les termes de sa déclaration, l'impérialisme japonais rendit entièrement le pouvoir aux gouvernements légaux des différents pays qui constituent l'ancienne Indochine française : le Viet-Nam, le Cambodge et le Laos. Ces peuples, ajouta cette même déclaration, étaient désormais indépendants, ayant chacun le droit de disposer de lui-même.

Quelques heures après que cette nouvelle fut lancée parmi le peuple du Viet-Nam, du nord au sud, de la ville à la campagne, de l'usine jusque dans la rue, d'une famille à l'autre, une tempête sociale qui aurait renversé tout, brisé n'importe quoi, s'éleva. Hommes et femmes de différents âges, sans distinction d'opinions politiques, se déversant dans les rues en vagues turbulentes, poussèrent des cris de haine mêlés d'enthousiasme ; jurèrent ensemble de lutter jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la libération totale de la nation.

Les ouvriers du quartier de Banco de la ville de Saigon se mettant en branle les premiers, constituent le 19 août le premier Comité du peuple de la région du Sud. Les uns sortent dans la rue avec leur fusil de guerre volé aux Japonais et caché depuis plusieurs mois. Les autres présentent leur pistolet, d'origine obscure. Ceux qui n'ont pas d'arme à feu ont fixé leur choix sur un poignard ou une pique en bambou. Le calot bleu à étoile rouge sur la tête, l'arme sur l'épaule, on se

forme en détachements armés, se divisant par groupe de cinquante, de cent ou de deux cents, tous marchant ensemble d'une rue à l'autre, défilant en parade militaire, clamant en chœur l'hymne révolutionnaire, puis criant d'une voix qui perce le ciel : « Plutôt la mort que l'esclavage ! Défendez le pouvoir du peuple ! »

Le 20 août, au matin, partout dans la région de Saigon-Cholon, des centaines de comités de la Jeunesse d'avant-garde se déclaraient, devant leur drapeau, prêts à mourir pour la liberté. Le quartier Phu-Nhuan, le plus grand quartier ouvrier de la ville, élit son Comité du peuple, proclamant l'abolition complète de l'ancien pouvoir et que désormais, à partir du 20 août 1945, à 10 heures du matin, seul ce comité serait considéré comme le pouvoir légal du quartier.

Pendant les jours suivants, les organisations de masses de multiples tendances sociales et politiques poussèrent comme des champignons sans que l'on pût se rendre compte de leur force numérique et de leur activité.

A partir du 19 août, on apprenait, par des bruits qui couraient d'un bout à l'autre de la capitale, que les paysans se révoltaient dans les provinces. Des manifestations armées et des actes terroristes alarmèrent les bourgeois et les féodaux devenus pâles comme la mort, de terreur.

Les paysans de la province de Sadec saccagèrent dans la journée du 19 août une dizaine de villas magnifiques de leurs maîtres. En même temps ils incendièrent un grand nombre de greniers regorgeant de riz. De nombreux notables et fonctionnaires étaient arrêtés par les paysans, dont plusieurs